

STATUTS SMBMA Proposition de modifications

Article 1er : Dénomination

Le présent syndicat, pour lesquels les présents statuts sont rédigés à pour dénomination « SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE LA MARNE ET SES AFFLUENTS »

En application des articles L. 5711-1 et L. 5212-16 du CGCT, il s'agit d'un syndicat mixte fermé à la carte.

Il est constitué sans limitation de durée.

Article 2 : Périmètre

Le Syndicat Mixte du Bassin de la Marne et ses Affluents (SMBMA) est constitué des collectivités suivantes :

Communes :

Allichamps, Arnancourt, Attancourt, Autigny le Grand, Bettancourt le Ferrée, Bologne, Brethenay, Brousseval, Chamarandes Choignes, Champigny les Langres, Chancenay, Chanoy, Chatenay Macheron, Chatonrupt Sommermont, Chauffourt, Chaumont, Condes, Courcelles sur Blaise, Dommartin le Franc, Dommartin le Saint Père, Donjeux, Doulevant le Château, Doulevant le Petit, Eclaron Braucourt Sainte Livière, Faverolles, Foulain, Froncles, Fronville, Gudmont Villiers, Hallignicourt, Humbécourt, Humes Jorquenay, Joinville, Laneuville au Pont, Langres, Leffonds, Louvemont, Louvières, Luzy sur Marne, Marnay sur Marne, Moeslains, Montreuil sur Blaise, Mussey sur Marne, Neuilly sur Suize, Nogent, Noidant le Rocheux, Noncourt sur le Rongeant, Peigney, Perrancey les Vieux Moulins, Perthes, Poinson les Nogent, Poissons, Poulangy, Rachecourt Suzémont, Riaucourt, Rolampont, Rouvroy sur Marne, Rupt, Saint Ciergues, Saint Martin les Langres, Saint-Dizier, Saints Geosmes, Saint Urbain Maconcourt, Sarcey, Sarrey, Soncourt sur Marne, Suzannecourt, Thivet, Thonnance les Joinville, Thonnance les Moulins, Valcourt, Vaux sur Blaise, Vecqueville, Verbiesles, Vesaigne sur Marne, Viéville, Vignory, Ville en Blaisois, Villiers en Lieu, Villiers sur Suize, Vitry les Nogent, Voisines, Vouécourt, Vraincourt, Wassy.

EPCI à Fiscalité Propre :

Communauté de Communes Saulx et Perthois, pour la commune d'Ancerville

Article 3 : siège

Le siège social du syndicat est fixé à la Mairie de Joinville - Place du Général Leclerc à 52 300 JOINVILLE

Article 4 : composition du comité syndical

Le comité syndical est composé comme suit :

En ce qui concerne les communes membres

Communes de moins de 2500 habitants : 1 délégué syndical (et un suppléant) représentant 1 voix.

Communes de 2500 habitants ou plus: 1 délégué (et un suppléant) ayant 1 voix supplémentaire par tranche de 2500 habitants entamée au-delà de ce seuil de 2500 habitants. Une commune ayant 4000 habitants a ainsi 1 délégué représentant 2 voix.

En ce qui concerne les EPCI à fiscalité propre

Chaque EPCI a un nombre de voix calculé sur la base des communes membres de l'EPCI présentes dans le périmètre syndical calculé comme suit :

- 1,5 voix pour chaque commune de moins de 2500 habitants, membre de l'EPCI et présente dans le bassin versant hydrographique
- 1,5 voix supplémentaire par tranche entamée de 2500 habitants, au-delà de ce seuil, sur les communes de plus de 2500 habitants ou plus. Ainsi, si une commune de l'EPCI a 4000 habitants, l'EPCI dispose alors de 3 voix pour cette commune représentée.

Chaque EPCI à fiscalité propre désigne un nombre de délégués (et autant de suppléants) en fonction de sa population municipale couverte par le syndicat, réparti comme suit :

- moins de 5 000 habitants : 1 délégué titulaire et 1 suppléant
- de 5000 à 19 999 habitants : 3 délégués titulaires et 3 suppléants. Chaque délégué dispose alors d'un tiers des voix de son EPCI arrondi à l'entier supérieur
- de 20 000 habitants ou plus : 5 délégués titulaires et 5 suppléants. Chaque délégué dispose d'un cinquième des voix de son EPCI arrondi à l'entier supérieur

Conformément à la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, l'élection des délégués des communes et des EPCI au comité syndical, le choix peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour être conseiller municipal ; le choix des EPCI à fiscalité propre peut porter sur l'un des délégués communautaires ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

La population prise en compte est la population municipale légale certifiée. L'annexe n°1 donne exemple de la répartition des représentants au SMBMA.

Article 5 : objet

Le SMBMA a pour objet de concourir, faciliter et entreprendre les actions en faveur de la gestion durable et équilibrée de la ressource en eau, la préservation, la gestion des milieux aquatiques et des zones humides, la prévention des inondations. Il veille à la cohérence des actions à l'échelle du bassin versant dans son périmètre d'intervention.

Chaque intervention du syndicat mixte sur une de ses communes membres sera réalisée en association avec chacun des maires concernés ou son représentant et le représentant des EPCI adhérents.

Article 6 : compétences

Le Syndicat mixte exerce trois compétences à la carte au sens des dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT, telles que précisées ci-après.

• Compétence à la carte 1 : Gestion des Milieux Aquatiques GEMA

Dans le cadre fixé en objet, le SMBMA exerce pour les membres qui adhèrent à cette compétence une partie de leur compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations », portant sur la « GEMA ».

Le SMBMA exercera ainsi, pour les membres qui ont adhéré à cette compétence, les missions et compétences définies aux 3 alinéas suivants de l'article L.211-7, I du code de l'environnement **(GEMA)** :

✓ (1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ; Cette compétence est définie notamment par la mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement du bassin versant par la réduction de la vulnérabilité aux inondations hors système d'endiguement (exemple : restauration des champs d'expansion des crues, arasement de merlons, étude géomorphologiques ...).

✓ (2°) L'entretien et l'aménagement des cours d'eau ; cette compétence est définie notamment par la mise en œuvre de programme pluriannuel de gestion des cours d'eau (entretien régulier, gestion des embâcles, atterrissements...) visant au bon écoulement des eaux, au maintien du profil d'équilibre et à l'atteinte ou au maintien du bon état écologique.

✓ (8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ; cette compétence est définie notamment par la mise en œuvre d'actions visant le rattrapage d'entretien, la restauration hydromorphologique des cours d'eau, le rétablissement de la continuité écologique la gestion, la protection et la restauration des zones humides pour leur intérêt écologique, touristique, paysagère, cynégétique ...

Cette compétence ne recouvre pas les actions sur le cours d'eau et le milieu récepteur faites dans un but de prévention des inondations qui relèvent alors de la compétence à la carte 2.

• **Compétence à la carte 2 : Prévention des inondations**

Dans le cadre fixé en objet, le SMBMA exerce pour les membres qui adhèrent à cette compétence une partie de leur compétence « GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations », portant sur la « PI ».

Le SMBMA exercera ainsi, pour les membres qui ont adhéré à cette compétence, les missions et compétences définies à l'alinéa suivant de l'article L.211-7 du code de l'environnement **(PI)**.

- ✓ (5°) La défense contre les inondations. Cette compétence se traduit notamment par la définition et la gestion des systèmes d'endiguements (au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement) avec le bénéfice de la mise à disposition des digues (I de l'article L.566-12-1 du code de l'environnement) et des autres ouvrages publics nécessaires (II de l'article L.566-12-1 précité)

Seuls peuvent adhérer à cette carte de compétence les EPCI qui ont également adhéré à la première carte de compétence « GEMA » et rigoureusement sur le même périmètre.

• **Compétence à la carte 3 : Missions hors GEMAPI**

Le syndicat exercera également pour les membres qui adhèrent à cette compétence à la carte les compétences et missions suivantes (**hors champ GEMAPI**) : lutte contre l'érosion des sols et le ruissellement (hors zone urbaine).

Le détail des actions et opérations pouvant être mises en œuvre par le syndicat est annexé aux présents statuts pour chacune des cartes de compétences (annexe n°2 des présents statuts)

Article 7 : Modalités d'exercice des compétences à la carte

Il est annexé aux statuts un tableau faisant état des adhésions des membres aux différentes cartes de compétence (annexe n°1)

Répartition des charges

Le Syndicat exerce, au lieu et place de ses membres, les compétences qui lui ont été transférées.

Les conditions dans lesquelles chaque membre a transféré au syndicat tout ou partie de ses compétences telles que définies aux présents statuts sont fixées ci-après.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5212-16 du CGCT, chaque membre ne supporte que les dépenses correspondant aux compétences effectivement transférées au syndicat.

Transfert complémentaire d'une compétence à la carte

Un membre qui a déjà transféré au syndicat mixte l'une des compétences visées à l'article 6 peut, à tout moment, transférer l'une ou l'autre des compétences visées au même article.

En ce cas, ce transfert résulte de délibérations concordantes du comité syndical, d'une part, et de l'organe délibérant dudit membre, d'autre part sans consultation des autres membres. Ce transfert complémentaire est entériné par arrêté préfectoral ou, le cas échéant, inter-préfectoral.

Le Bureau peut recevoir délégation du comité syndical pour accepter de telles demandes de transfert complémentaire de compétences.

Restitution d'une compétence à la carte

Un EPCI ayant déjà transféré l'une des compétences visées à l'article 6, peut reprendre l'une ou plusieurs de ces compétences.

La restitution des compétences doit :

- être demandée par délibération de l'organe délibérant de la collectivité membre concernée,
- puis être acceptée par délibération du comité syndical adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés,
- et, enfin, faire l'objet d'un arrêté préfectoral.

Un membre ne peut pas se retirer de la compétence à la carte 1 « GEMA » sans se retirer également de la compétence à la carte 2 « PI ».

En cas de retrait de toutes les compétences ou de la dernière compétence à la carte, le membre doit opérer alors non plus une restitution de compétence à la carte mais un retrait du syndicat en application de l'article 14 des présents statuts et des articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du CGCT.

Article 8 : autres missions

A titre accessoire, le SMBMA pourra effectuer des prestations relevant de sa compétence pour le compte de collectivités non membres.

Ainsi dans la limite de ses attributions et du principe de spécialité, le syndicat mixte a la faculté de conclure avec des membres ou des tiers, pour des motifs d'intérêt public local et à titre de complément du service assuré à titre principal pour les membres, des conventions ou tous autres dispositifs légaux, et ce dans les conditions requises par la loi et la jurisprudence.

Article 9 : comptable

Les fonctions de comptable assignataire sont assurées par le comptable du siège de la collectivité.

Article 10 : durée

Le syndicat mixte est constitué à durée illimitée

Article 11 : bureau

Le comité syndical élit en son sein un bureau syndical constitué d'un Président, d'un ou plusieurs vice-présidents et d'un ou plusieurs membres du comité syndical dont le nombre est déterminé par l'organe délibérant.

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Le bureau statue dans la limite des attributions qui lui sont déléguées par le comité syndical.

Article 12 : fonctionnement et règlement intérieur

Le comité syndical et le bureau sont régis par un règlement intérieur approuvé par l'assemblée générale. Il fixe le fonctionnement général du syndicat, du comité syndical et du bureau. Les modifications du règlement intérieur sont approuvées par l'assemblée générale.

Le règlement intérieur est annexé au présent statut.

Article 13 : budget

Un budget retrace les dépenses et les recettes de fonctionnement général du syndicat. Il pourvoit aux dépenses des services pour lesquels le syndicat a compétence.

En outre le syndicat peut percevoir :

- ✓ les sommes reçues des personnes publiques ou privées, en échange des services assurés,
- ✓ le revenu des biens meubles ou immeubles du syndicat,
- ✓ les subventions et dotations, le produit des dons et legs,
- ✓ la participation des administrations, établissements publics, associations et particuliers à titre de fonds de concours,
- ✓ le produit des emprunts,
- ✓ les redevances et taxes,
- ✓ toute autre ressource liée à l'activité du syndicat.

13-1 Contribution financière des adhérents pour les compétences de la carte 1 : GEMA

La clé de répartition des contributions que doit verser annuellement chaque adhérent au SMBMA est fixée par le comité syndical.

13-2 Contribution financière des adhérents pour la compétence à la carte 2 : PI

Les membres adhérents au SMBMA pour cette compétence à la carte financent les dépenses correspondantes. La programmation des investissements et des dépenses de fonctionnement est élaborée en étroite concertation avec les membres concernés.

13-3 Contribution financière des adhérents pour la compétence à la carte 3 : hors GEMAPI

Les membres adhérents au SMBMA pour cette compétence à la carte financent les dépenses correspondantes. La programmation des investissements et des dépenses de fonctionnement est élaborée en étroite concertation avec les membres concernés

Article 14 : retrait

Tout membre peut solliciter le retrait du syndicat mixte. Le retrait est prononcé selon le droit commun. Des membres adhérents peuvent être admis, par le préfet, à se retirer d'un syndicat mixte auxquels ils adhèrent. La procédure de retrait est définie par l'article L5211-19 du CGCT pour les syndicats mixtes fermés.

Ce retrait suppose l'accord du comité du syndicat mixte et celui des membres adhérents, exprimé à la majorité qualifiée de création d'un EPCI. La majorité qualifiée est définie par l'article L.5211-5 du CGCT.

Article 13 : adhésion

Un EPCI ou une commune qui adhère au syndicat mixte peut le faire soit pour l'intégralité des compétences visées à l'article 6, soit pour l'une ou plusieurs des compétences visées audit article dans les limites des compétences dont il dispose lui-même.

Des communes, EPCI à fiscalité propre ou syndicat mixte autres que ceux déjà adhérents au SMBMA peuvent être admis à en faire partie et réaliser un transfert de compétence dans les conditions définies par les présents statuts notamment aux articles 6 et 7.

Le projet d'adhésion et de transfert est soumis à l'approbation du comité syndical par délibération à la majorité simple.

La décision d'admission est validée par arrêté préfectoral après consultation des membres dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

L'acte d'adhésion du membre concerné précise pour laquelle ou lesquelles des compétences visées à l'article 2.1 des présents statuts cette adhésion est opérée.

Article 14 : modification des statuts

La modification des statuts est adoptée dans les conditions prévues par le CGCT.

Article 15 : dissolution

Le syndicat mixte peut être dissous dans les conditions prévues par le CGCT

Article 16 : autre

Pour toute autre disposition non prévue expressément dans les présents statuts ou au règlement intérieur, il sera fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

ANNEXE N°1 : représentativité des adhérents

Gouvernance avant le 31/12/2017 : représentants actuels

Commune	Population	EPCI-FP	Titulaires	Voix
Allichamps	368	CA Saint-Dizier	1	1
Arnancourt	96	CC Bassin Joinville	1	1
Attancourt	251	CA Saint-Dizier	1	1
Autigny-le-Grand	156	CC Bassin Joinville	1	1
Bettancourt-la-Ferrée	1752	CA Saint-Dizier	1	1
Bologne	1925	CA Chaumont	1	1
Brethenay	365	CA Chaumont	1	1
Brousseval	723	CA Saint-Dizier	1	1
Chamarandes-Choignes	1219	CA Chaumont	1	1
Champigny-lès-Langres	427	CC Grand Langres	1	1
Chancenay	1099	CA Saint-Dizier	1	1
Chanoy	155	CC Grand Langres	1	1
Chatenay-Mâcheron	116	CC Grand Langres	1	1
Chatonrupt-Sommermont	318	CC Bassin Joinville	1	1
Chauffourt	210	CC Grand Langres	1	1
Chaumont	23916	CA Chaumont	1	10
Condes	323	CA Chaumont	1	1
Courcelles-sur-Blaise	110	CC Bassin Joinville	1	1
Dommartin-le-Franc	236	CA Saint-Dizier	1	1
Dommartin-le-Saint-Père	279	CC Bassin Joinville	1	1
Donjeux	370	CC Bassin Joinville	1	1
Doulevant-le-Château	402	CC Bassin Joinville	1	1
Doulevant-le-Petit	36	CA Saint-Dizier	1	1
Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière	2116	CA Saint-Dizier	1	1
Faverolles	111	CC Grand Langres	1	1
Foulain	724	CA Chaumont	1	1
Froncles	1610	CA Chaumont	1	1
Fronville	355	CC Bassin Joinville	1	1
Gudmont-Villiers	311	CC Bassin Joinville	1	1
Halignicourt	287	CA Saint-Dizier	1	1
Humbécourt	820	CA Saint-Dizier	1	1
Humes-Jorquenay	590	CC Grand Langres	1	1
Joinville	3502	CC Bassin Joinville	1	2
Laneuville-au-Pont	207	CA Saint-Dizier	1	1
Langres	8368	CC Grand Langres	1	4
Leffonds	346	CC 3 Forêts	1	1
Louvemont	726	CA Saint-Dizier	1	1
Louvières	103	CA Chaumont	1	1

Luzy-sur-Marne	268	CA Chaumont	1	1
Marnay-sur-Marne	321	CA Chaumont	1	1
Moëslains	445	CA Saint-Dizier	1	1
Montreuil-sur-Blaise	157	CA Saint-Dizier	1	1
Mussey-sur-Marne	363	CC Bassin Joinville	1	1
Neuilly-sur-Suize	325	CA Chaumont	1	1
Nogent	3924	CA Chaumont	1	2
Noidant-le-Rocheux	172	CC Grand Langres	1	1
Noncourt-sur-le-Ron-geant	183	CC Bassin Joinville	1	1
Peigney	380	CC Grand Langres	1	1
Perrancey-les-Vieux-Moulins	304	CC Grand Langres	1	1
Perthes	562	CA Saint-Dizier	1	1
Poinson-lès-Nogent	157	CA Chaumont	1	1
Poissons	705	CC Bassin Joinville	1	1
Poulangy	416	CA Chaumont	1	1
Rachecourt-Suzé- mont	112	CA Saint-Dizier	1	1
Riaucourt	456	CA Chaumont	1	1
Rolampont	1557	CC Grand Langres	1	1
Rouvroy-sur-Marne	399	CC Bassin Joinville	1	1
Rupt	342	CC Bassin Joinville	1	1
Saint-Ciergues	191	CC Grand Langres	1	1
Saint-Dizier	26370	CA Saint-Dizier	1	11
Saint-Martin-lès-Langres	110	CC Grand Langres	1	1
Saint-Urbain-Macon- court	659	CC Bassin Joinville	1	1
Saints-Geosmes	1195	CC Grand Langres	1	1
Sarcey	114	CA Chaumont	1	1
Sarrey	395	CC Grand Langres	1	1
Soncourt-sur-Marne	401	CA Chaumont	1	1
Suzannecourt	382	CC Bassin Joinville	1	1
Thivet	263	CA Chaumont	1	1
Thonnance-lès-Join- ville	830	CC Bassin Joinville	1	1
Thonnance-les-Mou- lins	116	CC Bassin Joinville	1	1
Valcourt	637	CA Saint-Dizier	1	1
Vaux-sur-Blaise	387	CA Saint-Dizier	1	1
Vecqueville	603	CC Bassin Joinville	1	1
Verbiesles	319	CA Chaumont	1	1
Vesaignes-sur-Marne	109	CA Chaumont	1	1
Viéville	349	CA Chaumont	1	1
Vignory	262	CA Chaumont	1	1
Ville-en-Blaisois	167	CA Saint-Dizier	1	1
Villiers-en-Lieu	1579	CA Saint-Dizier	1	1
Villiers-sur-Suize	283	CC 3 Forêts	1	1
Vitry-lès-Nogent	175	CA Chaumont	1	1
Voisines	94	CC Grand Langres	1	1

Vouécourt	212	CA Chaumont	1	1
Vraincourt	85	CA Chaumont	1	1
Wassy	3016	CA Saint-Dizier	1	2
TOTAL				113 délégués

Et la CC Saulx et du Perthois

Commune	Population	EPCI-FP	Titulaires	Voix
Représente An-cerville	2752	CC Saulx et du Perthois	3	3 soit 1 voix par délégué

Adhésions avant le 31/12/2017 : communes et EPCI-FP déjà adhérents

Commune	Population	Carte 1	Carte 2	Carte 3
Allichamps	368	OUI		
Arnancourt	96	OUI		
Attancourt	251	OUI		
Autigny-le-Grand	156	OUI		
Bettancourt-la-Ferrée	1752	OUI		
Bologne	1925	OUI		
Brethenay	365	OUI		
Brousseval	723	OUI		
Chamarandes-Choignes	1219	OUI		
Champigny-lès-Langres	427	OUI		
Chancenay	1099	OUI		
Chanoy	155	OUI		
Chatenay-Mâcheron	116	OUI		
Chatonrupt-Sommermont	318	OUI		
Chauffourt	210	OUI		
Chaumont	23916	OUI		
Condes	323	OUI		
Courcelles-sur-Blaise	110	OUI		
Dommartin-le-Franc	236	OUI		
Dommartin-le-Saint-Père	279	OUI		
Donjeux	370	OUI		
Doulevant-le-Château	402	OUI		
Doulevant-le-Petit	36	OUI		

Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière	2116	OUI		
Faverolles	111	OUI		
Foulain	724	OUI		
Froncles	1610	OUI		
Fronville	355	OUI		
Gudmont-Villiers	311	OUI		
Hallignicourt	287	OUI		
Humbécourt	820	OUI		
Humes-Jorquenay	590	OUI		
Joinville	3502	OUI		
Laneuville-au-Pont	207	OUI		
Langres	8368	OUI		
Leffonds	346	OUI		
Louvemont	726	OUI		
Louvières	103	OUI		
Luzy-sur-Marne	268	OUI		
Marnay-sur-Marne	321	OUI		
Moëslains	445	OUI		
Montreuil-sur-Blaise	157	OUI		
Mussey-sur-Marne	363	OUI		
Neuilly-sur-Suize	325	OUI		
Nogent	3924	OUI		
Noidant-le-Rochoux	172	OUI		
Noncourt-sur-le-Rongeant	183	OUI		
Peigney	380	OUI		
Perrancey-les-Vieux-Moulins	304	OUI		
Perthes	562	OUI		
Poinson-lès-Nogent	157	OUI		
Poissons	705	OUI		
Poulangy	416	OUI		
Rachecourt-Suzémont	112	OUI		
Riaucourt	456	OUI		
Rolampont	1557	OUI		
Rouvroy-sur-Marne	399	OUI		
Rupt	342	OUI		
Saint-Ciergues	191	OUI		
Saint-Dizier	26370	OUI		

Saint-Martin-lès-Langres	110	OUI		
Saint-Urbain-Ma-concourt	659	OUI		
Saints-Geosmes	1195	OUI		
Sarcey	114	OUI		
Sarrey	395	OUI		
Soncourt-sur-Marne	401	OUI		
Suzannecourt	382	OUI		
Thivet	263	OUI		
Thonnance-lès-Joinville	830	OUI		
Thonnance-les-Moulins	116	OUI		
Valcourt	637	OUI		
Vaux-sur-Blaise	387	OUI		
Vecqueville	603	OUI		
Verbiesles	319	OUI		
Vesaignes-sur-Marne	109	OUI		
Viéville	349	OUI		
Vignory	262	OUI		
Ville-en-Blaisois	167	OUI		
Villiers-en-Lieu	1579	OUI		
Villiers-sur-Suize	283	OUI		
Vitry-lès-Nogent	175	OUI		
Voisines	94	OUI		
Vouécourt	212	OUI		
Vraincourt	85	OUI		
Wassy	3016	OUI		

Et la CC Saulx et du Perthois

Commune	Population	Carte 1	Carte 2	Carte 3
Représente Ancerville	2752	Oui		

Gouvernance au 31/12/2017 Pour la compétence GEMA : compétence à la carte 1
(à titre indicatif, sera actualisé en fonction des adhésions effectives)

EPCI-FP	Titulaires	Commune	Population	Total pop	Voix	TOTAL voix EPCI	Soit par délégué
CA Chaumont	5	Bologne	1925	38341	1,5	55	10.5 arrondi à 11
		Brethenay	365		1,5		
		Chamarandes-Choignes	1219		1,5		
		Chaumont	23916		15		
		Condes	323		1,5		
		Foulain	724		1,5		
		Froncles	1610		1,5		
		Louvières	103		1,5		
		Luzy-sur-Marne	268		1,5		
		Marnay-sur-Marne	321		1,5		
		Neuilly-sur-Suize	325		1,5		
		Nogent	3924		3		
		Poinson-lès-Nogent	157		1,5		
		Poulangy	416		1,5		
		Riaucourt	456		1,5		
		Sarcey	114		1,5		
		Soncourt-sur-Marne	401		1,5		
		Thivet	263		1,5		
		Verbiesles	319		1,5		
		Vesaignes-sur-Marne	109		1,5		
		Viéville	349		1,5		
		Vignory	262		1,5		
		Vitry-lès-Nogent	175		1,5		
		Vouécourt	212		1,5		
		Vraincourt	85		1,5		
CA Saint-Dizier	5	Allichamps	368	42053	1,5	50	9,9 arrondi à 10
		Attancourt	251		1,5		
		Bettancourt-la-Ferrée	1752		1,5		
		Brousseval	723		1,5		
		Chancenay	1099		1,5		
		Dommartin-le-Franc	236		1,5		
		Doulevant-le-Petit	36		1,5		
		Eclaron-Braucourt-Sainte-Livière	2116		1,5		
		Hallignicourt	287		1,5		
		Humbécourt	820		1,5		
		Laneuville-au-Pont	207		1,5		
		Louvemont	726		1,5		
		Moëslains	445		1,5		
		Montreuil-sur-Blaise	157		1,5		
		Perthes	562		1,5		
		Rachecourt-Suzémont	112		1,5		
		Saint-Dizier	26370		16,5		
		Valcourt	637		1,5		
		Vaux-sur-Blaise	387		1,5		
		Ville-en-Blaisois	167		1,5		
		Villiers-en-Lieu	1579		1,5		
		Wassy	3016		3		
CC 3 Forêts	1	Leffonds	346	629	1,5	3	3
		Villiers-sur-Suize	283		1,5		
	3	Arnancourt	96	10481	1,5	33	10,5 arrondi à 11
		Autigny-le-Grand	156		1,5		

CC Bassin Joinville		Chatonrupt-Sommermont	318		1,5		
		Courcelles-sur-Blaise	110		1,5		
		Dommartin-le-Saint-Père	279		1,5		
		Donjeux	370		1,5		
		Doulevant-le-Château	402		1,5		
		Fronville	355		1,5		
		Gudmont-Villiers	311		1,5		
		Joinville	3502		3		
		Mussey-sur-Marne	363		1,5		
		Noncourt-sur-le-Ron-geant	183		1,5		
		Poissons	705		1,5		
		Rouvroy-sur-Marne	399		1,5		
		Rupt	342		1,5		
		Saint-Urbain-Maconcourt	659		1,5		
		Suzannecourt	382		1,5		
		Thonnance-lès-Joinville	830		1,5		
		Thonnance-les-Moulins	116		1,5		
		Vecqueville	603		1,5		
CC Grand Langres	3	Champigny-lès-Langres	427	14375	1,5	30	9,5 arrondi à 10
		Chanoy	155		1,5		
		Chatenay-Mâcheron	116		1,5		
		Chauffourt	210		1,5		
		Faverolles	111		1,5		
		Humes-Jorquenay	590		1,5		
		Langres	8368		6		
		Noidant-le-Rocheux	172		1,5		
		Peigney	380		1,5		
		Perrancey-les-Vieux-Moulins	304		1,5		
		Rolampont	1557		1,5		
		Saint-Ciergues	191		1,5		
		Saint-Martin-lès-Langres	110		1,5		
		Saints-Geosmes	1195		1,5		
		Sarrey	395		1,5		
		Voisines	94		1,5		
CC Saulx et du Perthois	1	Ancerville	2752	2752	3	3	3
TOTAL						174 voix	

Gouvernance au 31/12/2017 Pour la compétence PI : compétence à la carte 2

La gouvernance sera déterminée en fonction des adhérents de cette compétence à la carte

Gouvernance au 31/12/2017 Pour la compétence hors GEMAPI : compétence à la carte 3

La gouvernance sera déterminée en fonction des adhérents de cette compétence à la carte

ANNEXE N°2 : détail des actions et opérations pouvant être menées par le SMBMA (liste non exhaustive) par carte de compétence

En dehors des cartes de compétence ci-dessous, tout en restant dans le champ de l'objet du syndicat, le SMBMA pourra mettre à disposition à chacun de ses adhérents son ingénierie par une assistance technique.

➤ Carte de compétence 1 : GEMA

Dans le cadre fixé en objet, le SMBMA exerce pour les membres qui adhèrent à cette compétence une partie de leur compétence « Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations ».

Le SMBMA exercera les missions et compétences définies aux 3 alinéas suivants de l'article L.211-7, I du code de l'environnement (**GEMA**) :

✓ (1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ; Cette compétence est définie par la mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement du bassin versant par la réduction de la vulnérabilité aux inondations hors système d'endiguement.

Les actions relevant de cette compétence peuvent être :

- Restauration du champ d'expansion des crues par arasement de merlons ou digues en milieu naturel qui limite l'expansion des crues dans le lit majeur.
- Restauration des annexes fluviales (bras mort ou non connecté au lit mineur) et des prairies inondables pour accroître les zones où l'eau se stocke en crue
- Restauration des casiers d'inondations supprimés par des aménagements hydrauliques anciens
- Restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau (arasement de merlons, suppression de protections de berges en milieu rural ...)
- Eudes géomorphologiques et diagnostic de bassins versants en vue d'élaborer des stratégies d'interventions amont/aval.
- Animation auprès des acteurs locaux (riverains, élus, exploitants agricoles ...)

Cette action se traduit par les études et la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessaires à cette compétence

✓ (2°) L'entretien et l'aménagement des cours d'eau.

Les actions relevant de cette compétence visent à assurer le bon écoulement des eaux et l'atteinte du bon état écologique des rivières, elles peuvent être assurées par la :

- Réalisation des Programmes Pluriannuels de Gestion et d'entretien régulier des cours d'eau et des programmes annuels de travaux (Abattage des arbres menaçants ou déperissants en berge, arasement ou dévégétalisation d'atterrissements, enlèvement d'embâcles gênants, plantation d'arbres et arbustes, mise en défend des berges par clôtures, aménagement de passage à gué et d'abreuvoirs ...).
- Réalisation des procédures règlementaires pour assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations.
- Réalisation d'aménagements piscicoles visant à l'amélioration des habitats par création d'abris par pose de blocs dans le lit mineur, création de banquettes végétalisées ...

Cette action se traduit par les études et la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessaires à cette

compétence

- ✓ (8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Les actions relevant de cette compétence peuvent être assurées par la

- Réalisation des Programmes Pluriannuels de rattrapage d'entretien sur les secteurs qui n'ont jamais été entretenus (même nature de travaux que les travaux d'entretien, voir alinéa 2). Réalisation des procédures règlementaires pour assurer la maîtrise d'ouvrage des opérations.
- Réalisation d'opérations de restauration hydromorphologique des cours d'eau pour atteindre le bon état écologique des rivières par reméandrement, aménagement du lit mineur par banquettes végétalisées, épis, seuils, plantation d'arbres et arbustes en vue des restaurer les habitats en faveur de la faune et la flore ...
- Réalisations d'opérations visant à lutter contre les assecs des cours d'eau dans un cadre général de lutte contre les effets du changement climatique.
- Réalisation d'opérations de renaturation de cours d'eau visant à accroître leur capacité auto-épuratoire favorable aux activités humaines (ressource en eau potable, eau de baignade ...) mais également à la faune des milieux aquatiques
- Restauration de la continuité écologique par aménagement des ouvrages de type seuil, déversoir, vannage par ouvrage de rétablissement de type passes à poissons, rivière de contournement ou par effacement partiel ou total de l'obstacle ...
- Restauration et entretien des zones humides en complémentarité des acteurs locaux par réouverture des milieux anthropisés (marais, zone humide ...), actions d'animation auprès des propriétaires. Protection des zones humides existantes pour leur intérêt écologique, touristique, paysagère, cynégétique ...

Cette action se traduit par les études et la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessaires à cette compétence

➤ Carte de compétence 2 : Prévention des inondations

Le syndicat exercera également pour les membres qui adhèrent à cette carte de compétence « Gestion de l'Eau et des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » visant l'alinéa suivant de l'article L.211-7 du code de l'environnement (PI).

- ✓ (5°) La défense contre les inondations. Cette compétence est se traduit par la définition et la gestion des systèmes d'endiguements (au sens de l'article R. 562-13 du code de l'environnement) avec le bénéfice de la mise à disposition des digues (I de l'article L.566-12-1 du code de l'environnement) et des autres ouvrages publics nécessaires (II de l'article L.566-12-1 précité)

Seuls peuvent adhérer à cette carte de compétence les membres qui ont également adhéré à la première carte de compétence GEMA et sur rigoureusement le même périmètre s'agissant d'un EPCI à fiscalité propre que cette carte de compétence 1.

Les actions relevant de cette compétence peuvent être :

- Gestion des systèmes d'endiguement existants (entretien, réfection, surveillance), y compris la gestion de la végétation sur les ouvrages côté cours d'eau,
- Gestion des ouvrages hydrauliques publics de protection contre les crues, (déversoirs de crue, barrages écrêteurs ...)
- Etudes et travaux pour la réalisation d'ouvrages nouveaux pour la prévention ou la protection

contre les inondations (Zone de Ralentissement Dynamique de Crues ...)

➤ **Carte de compétence 3 : Mission hors GEMAPI**

Le syndicat exercera également pour les membres qui adhèrent à cette carte de compétence les compétences et missions suivantes (**hors champ GEMAPI**) :

- Lutte contre l'érosion des sols et le ruissellement (hors zone urbaine) par plantation et réhabilitation de haies et talus, revégétalisation des versants, bande enherbée dans un objectif de favoriser l'infiltration et la rétention de l'eau dans le sol, de limiter l'artificialisation des sols. Cette action se traduit par les études et la maîtrise d'ouvrage des travaux nécessaires à cette compétence. Sont exclus de cette compétence toute action, maîtrise d'œuvre ou maîtrise d'ouvrage liées à la réhabilitation, reconstruction d'ouvrage ... détruits ou dégradés lors de catastrophes naturelles, coulées de boues ...